



► Focus sur la protection sociale et les coopératives

Mai 2022

Mobiliser les unités de l'économie sociale et solidaire pour une protection sociale universelle¹

Points essentiels

Malgré des avancées notables, le droit humain à la sécurité sociale n'est pas encore une réalité pour la majeure partie de la population mondiale. En juin 2021, la Conférence internationale du Travail (CIT) a lancé un appel en faveur de la réalisation de la protection sociale universelle, définie comme l'accès de toute personne à une protection complète, adéquate et durable tout au long de sa vie, conformément aux normes de l'OIT.

Les unités de l'économie sociale et solidaire (ESS) peuvent soutenir ces efforts en coopérant avec les institutions de protection sociale de trois manières :

- En facilitant l'accès de leurs membres, dont les travailleurs de l'économie informelle, aux systèmes nationaux de protection sociale par des actions de sensibilisation, de promotion et d'enregistrement collectif.
- En agissant en qualité de prestataires de services au système national de protection sociale dans les domaines de la santé, de l'aide sociale et du logement.
- En exerçant des fonctions administratives déléguées pour le système national de protection sociale, lorsque le contexte national le permet.

Pour maximiser les contributions des unités de l'ESS à l'extension de la protection sociale, il est particulièrement important de :

- S'assurer que la protection sociale universelle constitue une priorité et que des mesures urgentes sont adoptées en vue de l'extension de la couverture aux groupes non couverts.
- Le cas échéant, lever les barrières légales et administratives, afin de permettre aux systèmes nationaux de protection sociale de couvrir les unités de l'ESS.
- Améliorer les capacités de gestion interne et de gouvernance des unités de l'ESS, de sorte que celles-ci puissent contribuer efficacement à la transition de leurs membres de l'économie informelle vers l'économie formelle, y compris par des actions de plaidoyer et d'enregistrement à la sécurité sociale.
- Créer un environnement juridique et administratif propice aux partenariats entre les institutions de protection sociale et les prestataires de services de l'ESS dans les domaines de la santé, de l'aide sociale et du logement.

¹ Le présent Focus de l'OIT est élaboré conjointement par le [Département de la protection sociale](#) et l'[Unité des coopératives](#) du [Département des entreprises](#). Il se concentre sur la mobilisation des unités de l'économie sociale et solidaire pour une protection sociale universelle. La note se fonde sur la section correspondante du Rapport du Bureau sur "[Le travail décent et l'économie sociale et solidaire](#)" rédigé en vue d'une discussion générale lors de la 110e session de la Conférence internationale du Travail, en 2022 (paragraphe 73 et suivants).

Introduction

Malgré des avancées notables dans de nombreuses régions du monde en ce qui concerne l'extension de la protection sociale, le droit humain à la sécurité sociale n'est pas encore une réalité pour la majeure partie de la population mondiale. Moins de la moitié de la population mondiale est couverte par au moins une prestation en espèces tout au long de la vie et seulement les deux tiers sont couverts par des prestations de santé, avec de grandes disparités entre les pays et les groupes de revenus (ILO 2021h).

En juin 2021, la Conférence internationale du Travail (CIT) a lancé un appel en faveur de la réalisation de la protection sociale universelle, définie comme l'accès de toute personne à une protection complète, adéquate et durable tout au long de sa vie, conformément aux normes de l'OIT (voir encadré 1). Cela implique de construire progressivement et de maintenir des systèmes de protection sociale adaptés au contexte national (ILO 2021g).

Encadré 1. Protection sociale: définition et principales normes

La protection sociale, ou sécurité sociale, est un droit humain et est définie comme un ensemble de politiques et de programmes conçus pour réduire et prévenir la pauvreté, la vulnérabilité et l'exclusion sociale durant le cycle de vie.

La protection sociale recouvre neuf domaines principaux: les prestations à l'enfance et aux familles, la protection de la maternité, la protection contre le chômage, les prestations en cas d'accidents du travail, les prestations en cas de maladie, la protection de la santé (soins médicaux, dont les soins de maternité et les soins de longue durée), les prestations de vieillesse, les prestations d'invalidité et les prestations aux survivants. Les systèmes de protection sociale couvrent ces domaines à l'aide d'une combinaison de régimes contributifs (assurance sociale) et de régimes non contributifs financés par l'impôt (y compris l'assistance sociale).

"Protection sociale" est un terme couramment utilisé pour parler de la "sécurité sociale" et, en général, ces deux termes sont interchangeables (ILO 2021h).

Les normes internationales de sécurité sociale comprennent un large ensemble de conventions et de recommandations, notamment la Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952 et

la Recommandation (n° 202) sur les socles de protection sociale, 2012 (ILO 2021a).

En juin 2021, la CIT a adopté la définition suivante de la protection sociale universelle: "La protection sociale universelle suppose d'engager des actions et d'adopter des mesures visant à réaliser le droit humain à la sécurité sociale en mettant progressivement en place et en maintenant des systèmes de protection sociale adaptés au contexte national, afin que toute personne ait accès à une protection complète, adéquate et durable tout au long de sa vie, conformément aux normes de l'OIT".

La Conférence a également rappelé que c'était à l'État qu'incombait la responsabilité principale d'établir des cadres adéquats de gouvernance de la protection sociale et que des efforts supplémentaires devaient être déployés d'urgence pour combler les lacunes dans la couverture et faciliter la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle. Les unités de l'ESS peuvent soutenir ces efforts en coopérant avec les institutions de protection sociale. Généralement, les unités de l'ESS sont des organisations communautaires, ancrées localement. En tant que telles, elles mettent en œuvre des mécanismes d'entraide et des formes d'action collective qui peuvent à la fois créer des opportunités, faciliter l'autonomisation, promouvoir la sécurité des moyens de subsistance et faciliter l'accès à la protection sociale. Ainsi, elles peuvent aussi contribuer à la réalisation du Programme de développement durable, en particulier les objectifs 1 (élimination de la pauvreté), 3 (bonne santé et bien-être), 5 (égalité entre les sexes), 8 (travail décent et croissance économique), 10 (réduction des inégalités), et 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs).

Au vu de ce potentiel, en mars 2021, à sa 341^e session, le Conseil d'administration a décidé d'inscrire une question relative au travail décent et à l'économie sociale et solidaire (ESS) à l'ordre du jour de la 110^e session (2022) de la Conférence internationale du Travail, en vue d'une discussion générale. Un des résultats attendus de la discussion générale est l'évaluation de la contribution de l'économie sociale et solidaire au travail décent et à la gestion et promotion d'un accompagnement global des personnes au fil des transitions qu'elles doivent effectuer tout au long de leur vie professionnelle, y compris le rôle qu'elle joue dans les progrès vers la réalisation de la protection sociale universelle (voir encadré 2).

Les unités de l'ESS peuvent contribuer à l'extension de la protection sociale de trois manières distinctes, afin

d'assurer que les travailleurs dans tous les types d'emploi ont accès à une protection sociale adéquate (ILO 2021e):

- Les unités de l'ESS peuvent faciliter l'accès de leurs membres, dont les travailleurs de l'économie informelle, aux systèmes de protection sociale nationaux par des actions de sensibilisation, de promotion et d'enregistrement collectif.
- Dans certains pays, elles peuvent aussi jouer un rôle essentiel comme prestataires de services de santé, de services sociaux et de services de logement qui relèvent du système national de protection sociale.
- Les unités de l'ESS peuvent être davantage intégrées dans le système de protection sociale lorsque certaines fonctions administratives leur sont déléguées, en fonction du contexte national.

Encadré 2. Prochaine discussion sur une définition internationalement acceptée du terme « économie sociale et solidaire » (ESS)

Au cours de la dernière décennie, l'OIT a reconnu le rôle que les acteurs de l'économie sociale et solidaire jouent dans la promotion de l'agenda du travail décent. La Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable (2008) reconnaît qu'une économie sociale solide est indispensable à un développement économique et à des possibilités d'emploi durables. La Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail (2019) prend acte du rôle que joue l'économie sociale et solidaire pour générer du travail décent, parvenir au plein emploi productif et améliorer les niveaux de vie pour tous. De même, l'Appel mondial de l'OIT à l'action en vue d'une reprise centrée sur l'humain qui soit inclusive, durable et résiliente pour sortir de la crise de la Covid-19 (2021) reconnaît que l'économie sociale et solidaire contribue à une reprise largement partagée et riche en emplois qui assure des possibilités de travail décent pour tous.

Il n'existe pas encore de définition universellement acceptée de l'ESS. Une telle définition sera discutée lors de la 110e session de la Conférence internationale du Travail. Les consultations préliminaires à cette discussion ont débouché sur l'élaboration du Rapport sur le travail décent et l'économie sociale et solidaire, qui propose un projet de définition fondé sur les valeurs, les principes et les types d'organisation sur la base d'un examen des lois et politiques nationales et infranationales existantes en matière d'ESS.

Selon ce projet de définition proposé aux mandants de l'OIT, l'ESS englobe les unités institutionnelles à vocation sociale ou d'intérêt public qui mènent des activités économiques reposant la coopération volontaire, la gouvernance démocratique et participative, et l'autonomie et d'indépendance, et dont les règles limitent ou interdisent la répartition des bénéfices. Les unités de l'ESS peuvent être des coopératives, des associations, des sociétés mutuelles, des fondations, des entreprises sociales, des groupes d'entraide et d'autres unités fonctionnant selon les valeurs et les principes de l'ESS dans l'économie formelle et l'économie informelle (ILO 2022).

La définition proposée sera examinée plus avant lors de la 110e Conférence internationale du Travail, en juin 2022.

Les unités de l'ESS peuvent faciliter l'accès de leurs membres, dont les travailleurs informels, aux systèmes de protection sociale nationaux par des actions de promotion et d'enregistrement collectif

Les unités de l'ESS, en particulier les coopératives et les associations mutualistes, peuvent faciliter l'accès à la protection sociale, par exemple par la sensibilisation, la collecte de données factuelles et la participation, ainsi que par des campagnes collectives d'enregistrement ou des accords d'enregistrement de groupe avec les institutions de sécurité sociale. En retour, faciliter l'accès à la protection sociale peut constituer une incitation puissante pour l'organisation et la création de coopératives (ILO and WIEGO 2017). Ceci est particulièrement intéressant pour les catégories de travailleurs qui sont traditionnellement moins organisés et soumis à des revenus instables, comme les travailleurs à domicile, les travailleurs agricoles, les personnes travaillant au ramassage des déchets et les vendeurs ambulants. Par exemple, en Argentine, les coopératives de travailleurs à domicile inscrivent leurs membres au régime simplifié pour les petits cotisants, appelé Monotributo (impôt unique), conçu pour les travailleurs indépendants (Bertranou 2007).

Faciliter l'accès aux régimes nationaux de protection sociale existants est essentiel pour étendre la couverture à tous, ce qui peut s'avérer compliqué dans les zones rurales et éloignées (OIT and FAO 2021). Les coopératives

et les autres organisations de producteurs peuvent sensibiliser leurs membres à leurs droits et aux modalités d'accès à la protection sociale. Pour que ces unités de l'ESS jouent un rôle efficace de sensibilisation, il est important qu'elles comprennent bien les régimes de protection sociale et les avantages auxquels leurs membres ont accès et comment (FAO 2021). A cet égard, la collaboration avec les partenaires sociaux est d'une grande valeur. En République dominicaine, l'Association Mutuelle de Services Solidaires (AMUSSOL), soutenue par les syndicats, facilite l'accès au régime public d'assurance sociale pour les travailleurs indépendants et les autres catégories de travailleurs vulnérables (WSM 2016; ILO 2021e, 121).

Les partenariats entre les syndicats et les unités de l'ESS ont également permis de lutter contre l'exclusion généralisée des travailleurs de l'économie informelle de la protection sociale et des services sociaux publics. Au Brésil, par exemple, la *Central de Cooperativas e Empreendimentos Solidários* (UNISOL Brasil), une organisation hybride d'associations, de coopératives et d'autres unités de PME créée en partenariat avec la *Central Única dos Trabalhadores* (CUT), a amélioré la couverture de sécurité sociale des personnes travaillant au ramassage des déchets dans le cadre de la Politique nationale de 2010 sur les déchets solides (*Política Nacional de Resíduos Sólidos*, ou PNRS), au moyen d'activités de sensibilisation menées avec d'autres partenaires regroupés au sein du forum Déchets et Citoyenneté (Dias and Ogando 2019).

Les unités de l'ESS peuvent également être des plateformes importantes pour collecter des données factuelles sur les lacunes ou les incohérences de couverture de protection sociale et promouvoir des solutions adaptées. Par exemple, au Brésil, la coopérative Asmare de ramassage de déchets (*Associação Dos Catadores De Papelão E Material Reaproveitável*) a préconisé, au sein des assemblées budgétaires municipales participatives, de répondre aux besoins de leurs membres en matière de garde des enfants. Grâce à sa stratégie de plaider et au soutien qu'elle a trouvé au sein des autorités locales et de la société civile, la coopérative a pu pousser à la création d'un service de garde d'enfants pour ses membres. Finalement, la municipalité a même pris en charge la gestion et le financement du centre communautaire de garde d'enfants, qui est désormais pleinement intégré au réseau municipal de développement de la petite enfance. Les horaires d'ouverture sont adaptés aux horaires de travail des personnes travaillant au ramassage des déchets (ILO and WIEGO 2018). De même, certaines caractéristiques

des régimes d'assurance sociale, comme la périodicité et le niveau des cotisations, peuvent devoir être adaptées pour tenir compte de la saisonnalité de l'activité au cours de l'année dans des secteurs spécifiques comme l'agriculture, ce que les coopératives et les associations de producteurs peuvent le mieux promouvoir.

Les coopératives peuvent aussi grandement faciliter l'accès aux régimes publics de sécurité sociale de leurs membres et des travailleurs indépendants d'autres secteurs, comme les artistes ou les chauffeurs de taxi, y compris ceux qui utilisent des plateformes numériques (ILO 2021e; 2021d; Galian, Licata, and Stern Plaza 2021). En effet, la "coopération sur plateforme" se développe en tant qu'alternative aux modèles de plateforme dominants, en vue de placer les besoins des travailleurs au centre (ILO 2021f). Par exemple, SMARt est une coopérative belge pour travailleurs indépendants qui les emploie afin qu'ils puissent contribuer à la sécurité sociale et en particulier au régime d'assurance-chômage (ILO 2021b). De même, en France, Coopaname est une coopérative ouverte à la plupart des professions, notamment à ceux qui ont plusieurs métiers, qui agit en tant qu'employeur et permet à ses membres de contribuer à la sécurité sociale (Coopaname 2022). Pour réussir, il faut que les gouvernements veillent à ce que la couverture obligatoire des membres des coopératives par les systèmes de protection sociale soit inscrite dans la loi et que les procédures administratives et les mécanismes de financement soient adaptés à leur situation. Cela doit faire partie d'un effort plus large visant à assurer l'accès à une protection sociale adéquate aux travailleurs de tous les types d'emploi (ILO 2021e).

Les unités de l'ESS peuvent également conclure des accords d'enregistrement de groupe avec des institutions de sécurité sociale. Par exemple, au Costa Rica, des coopératives d'agriculteurs ont conclu des contrats d'enregistrement de groupe avec la Caisse costaricienne de sécurité sociale (*Caja Costarricense de Seguro Social* ou CCSS). Les coopératives s'occupent de collecter et de transférer les cotisations de leurs membres, ce qui permet de simplifier les procédures, de réduire les coûts et de faciliter l'accès à la sécurité sociale dans les zones rurales (OIT and FAO 2021). Aux Philippines, les coopératives facilitent l'affiliation de leurs membres au régime national d'assurance-maladie (PhilHealth) ainsi que la collecte des cotisations, ce qui a contribué à améliorer le niveau de couverture, parmi plusieurs autres mesures globales (ILO 2021c).

En plus de faciliter l'accès à la sécurité sociale, l'organisation en coopératives peut également améliorer la reconnaissance juridique, accroître l'efficacité et la sécurité économiques et ouvrir des perspectives de financement (Durán Valverde et al. 2013).

Certains pays ont reconnu l'importance d'engager les unités de l'ESS dans leur stratégie nationale d'extension de la couverture de la protection sociale. Ces unités sont considérées comme un vecteur d'organisation dans les secteurs où l'emploi informel est répandu, comme l'agriculture ou les services. Par exemple, à Djibouti, la Stratégie nationale de protection sociale 2018-22 reconnaît spécifiquement le rôle de l'économie sociale et solidaire dans la facilitation de l'enregistrement des personnes à la sécurité sociale et dans la promotion d'une culture de participation (Djibouti 2018, 2018-22). De même, au niveau régional, la stratégie à dix ans de l'Union africaine en matière d'ESS souligne l'importance d'impliquer les unités de l'ESS dans l'exercice des fonctions protectrices, productives et redistributives de la protection sociale en faveur des personnes vulnérables, marginalisées et exclues (African Union Forthcoming).

Les unités de l'ESS peuvent être des prestataires de services pour le système national de protection sociale

Dans nombre de pays, le système de protection sociale fait appel à des prestataires de services, en particulier dans les domaines de la protection sociale en matière de santé, de la garde d'enfants, des soins de longue durée et du logement. Dans ces situations, les entreprises sociales², les coopératives et les associations ajoutent de la valeur aux services fournis dans le cadre des systèmes de protection sociale.

Dans les pays dotés de systèmes de santé pluralistes (où la prestation de services de santé englobe des prestations publiques et privées), les systèmes de protection sociale de la santé passent souvent des contrats avec des

prestataires de services de santé du secteur privé. Cela peut créer des difficultés pour les institutions de protection sociale de la santé lorsqu'il s'agit de garantir que la qualité du service fourni est adéquate, tout en limitant les coûts dans un contexte d'asymétrie relative de l'information³. Dans certains pays, les unités de l'ESS qui fournissent des services de santé peuvent apparaître comme une option plus facile puisqu'elles ne sont pas à but lucratif. Par exemple, en Uruguay, le fonds national de santé (*Fondo Nacional de Salud* ou Fonasa) reconnaît et passe contrat avec 41 prestataires de services privés, dont la grande majorité sont des coopératives (Uruguay n.d.). De même, les coopératives et les associations peuvent s'occuper de groupes et de communautés vulnérables spécifiques, difficiles à atteindre. Par exemple, la Coopérative Tubusezere au Rwanda assure la prévention, le diagnostic et le traitement du VIH et du sida chez les femmes, y compris les travailleuses du sexe, qui n'avaient pas fréquenté les services de santé de leur district de peur d'être stigmatisées (ILO 2017). L'Organisation internationale des coopératives de santé estime qu'à l'échelle mondiale les coopératives de santé - 3 300 dans 76 pays - permettent à une centaine de millions de ménages d'accéder à des soins de santé. Un grand nombre de ces coopératives sont intégrées dans les systèmes nationaux de protection sociale en matière de santé en qualité de prestataires de services (UN General Assembly 2019).

En juin 2021, la Conférence internationale du Travail a rappelé que les Membres devaient "investir dans l'économie du soin en vue de faciliter l'accès à des services de garde d'enfants et de soins de longue durée abordables et de qualité faisant partie intégrante des systèmes de protection sociale" (ILO 2021g). Compte tenu de la place croissante qu'occupent les soins de longue durée dans la couverture assurée par les systèmes de protection sociale, les unités de l'ESS pourraient être amenées à jouer un rôle de prestataires de services de plus en plus important. Les unités de l'ESS répondent aux besoins de soins de diverses populations. La polyvalence dont elles font souvent preuve est à l'image de la diversité des besoins des bénéficiaires (ILO 2016). Elles font

² Une entreprise sociale est une unité qui utilise les moyens du marché, mais en premier lieu pour servir des objectifs sociaux, tels qu'employer et former des personnes défavorisées (par exemple, des personnes en situation de handicap et des chômeurs de longue durée), produire des biens à valeur sociale particulière ou aider par d'autres moyens les personnes défavorisées. Source: ONU, *Satellite account on non-profit and related institutions and volunteer work*, 2018.

³ Comme dans cette situation, les institutions de protection sociale en santé ne fournissent pas les services elles-mêmes, le contrôle de la qualité est plus difficile. De même, il existe un déséquilibre inhérent de l'information entre les patients et le personnel médical, ce qui rend également difficile le contrôle de la qualité par le patient.

également intervenir de multiples acteurs, parmi lesquels les prestataires de soins, les bénéficiaires eux-mêmes, les gouvernements et les agents communautaires (ILO 2016). En Italie, dans la commune de Bologne, 85 pour cent des services de soins destinés aux enfants, aux personnes âgées et aux personnes vulnérables sont assurés par des coopératives sociales, qui appartiennent conjointement aux dispensateurs et aux bénéficiaires des soins (Walljasper 2016). Des unités de l'ESS répondant aux besoins en matière de soins de longue durée et d'hébergement des personnes âgées existent au Japon, en République de Corée et à Singapour (ILO 2017, 2). En Espagne, 43,5 pour cent de l'offre totale de services de soins et 59,3 pour cent des services sociaux hors logement sont assurés par ces unités (CEPES 2019). Au Royaume-Uni, pendant la pandémie de COVID-19, plus de 30 pour cent des services infirmiers et autres services communautaires du Service national de santé (*National Health Service*) étaient fournis par des entreprises sociales (UN Economic Commission for Europe 2020).

Les unités de l'ESS sont souvent des organisations ascendantes qui émergent au sein des communautés locales en réponse à des besoins ou à des opportunités partagées par les groupes de citoyens. Elles peuvent donc être des acteurs clés et contribuer à l'innovation sociale qui peut être interprétée comme "*un processus par lequel plusieurs acteurs se coordonnent et s'organisent localement pour proposer une solution nouvelle et efficace aux besoins sociaux des groupes vulnérables qui ne sont pas du tout ou pas suffisamment pris en compte, en vue d'améliorer des conditions de vie durables et d'être diffusée dans d'autres territoires*" (ILO Forthcoming). Elles peuvent déceler les besoins sociaux émergents et inclure les personnes vulnérables en tant que membres, travailleurs et utilisateurs. Au Maroc, par exemple, l'Amicale marocaine des handicapés (AMH), groupe associatif créé en 1992, répond aux lacunes dans la prestation de services de soins aux personnes handicapées. L'AMH offre des soins de réadaptation médicale intégrée aux personnes handicapées (environ 2 600 bénéficiaires par an) en partenariat avec des acteurs nationaux (ILO Forthcoming).

Les systèmes de protection sociale agissent directement sur certains facteurs de risque qui contribuent au sans-abrisme et à l'offre insuffisante de logements adéquats. Ils

peuvent réduire la pauvreté et faciliter l'accès à un logement adéquat, à une assistance sociale et à des aides au logement (ILO 2020). Avec cet objectif, les mesures de protection sociale peuvent être complétées par des projets de logements abordables. Les unités de l'économie sociale et solidaire peuvent mettre à disposition des logements abordables et adéquats et travailler en synergie avec les systèmes de protection sociale pour prévenir les problèmes du sans-abrisme et des logements inadéquats. Les associations de construction communautaires des zones rurales et les coopératives de logement des zones urbaines font partie des unités de l'ESS qui aident les populations à faible revenu à avoir accès à un logement abordable.⁴ En Égypte, un tiers des ménages sont affiliés à l'une des 2 320 coopératives de logement que compte le pays et qui ont construit un demi-million de logements (ICA Housing and European Federation of Public, Co-operative & Social Housing 2012). En République de Corée, les 177 entreprises sociales de logement autonomes, initialement constituées à l'initiative des habitants des quartiers pauvres, créent désormais des emplois dans le cadre de coopératives tout en améliorant les conditions de logement (Fonteneau and Pollet 2019).

Les valeurs coopératives d'inclusion démocratique et de prise de décision participative peuvent faire des coopératives de santé et d'aide sociale des prestataires de services adéquats pour les systèmes de protection sociale. Leurs coûts peuvent être inférieurs aux alternatives privées à but lucratif, leur satisfaction supérieure et leur portée peut compléter les capacités institutionnelles des services publics (ILO 2017).

Cette voie est particulièrement prometteuse compte tenu de la croissance de l'économie des soins. Il est urgent d'encourager les politiques publiques sectorielles pertinentes pour les unités de l'ESS en tant que partenaires importants des autorités publiques dans la prestation de services sociaux, sanitaires et de soins. Les travailleurs fournissant des services dans ces secteurs (qui emploient une main-d'œuvre majoritairement féminine) sont confrontés à de bas salaires et à des conditions de travail précaires. Renforcer les politiques sociales, comme les politiques relatives à l'économie domestique, peut

⁴ La recommandation (n° 115) sur le logement des travailleurs, 1961, de l'OIT reconnaît la contribution qu'apportent au logement des travailleurs les unités de l'ESS telles que les coopératives de construction de logements, les coopératives de logement et autres organismes similaires à but non lucratif, et les sociétés d'habitation.

accroître le profil des unités de l'ESS tout en améliorant les conditions de travail (European Commission 2021).

Bien que cette voie paraisse extrêmement prometteuse dans la mesure où elle contribue aux politiques globales de soins, elle n'est pas suffisamment documentée.

Certaines fonctions administratives du système de protection sociale peuvent être déléguées aux unités de l'ESS

Dans certains cas, les organismes de sécurité sociale délèguent certaines tâches de service aux usagers à des organisations communautaires, en particulier des mutuelles et des coopératives, pour accroître la proximité avec certains groupes de population. Cela est principalement le fruit d'une construction historique et le rapport coût-efficacité de ces délégations est remis en question dans les pays qui ont hérité de tels modèles (Door 2015). À l'inverse, lorsqu'elles ne sont pas intégrées dans le système national de protection sociale, les mutuelles parviennent difficilement à étendre la couverture car elles ne permettent pas une large mutualisation des risques et elles sont exposées à la sélection adverse (Mathauer et al. 2017).

Dans la plupart des pays, les mutuelles ont tendance à jouer un rôle mineur dans les systèmes de sécurité sociale. Par exemple, dans la plupart des pays européens, lorsqu'elles existent, elles tendent à fournir des prestations complémentaires aux régimes nationaux de sécurité sociale existants pour ceux qui peuvent les payer, et ne sont donc pas impliquées dans l'extension de la couverture de population (Broek et al. 2012). Même si cela est vrai, il est important de reconnaître que, dans certains pays, plusieurs fonctions administratives du système national de protection sociale, comme la mobilisation sociale, l'affiliation et la collecte des contributions sont déléguées à des mutuelles, généralement pour des groupes de population spécifiques. Ceci est principalement le fruit d'évolutions historiques où les fonds communs de placement organisés par des secteurs économiques spécifiques existaient avant le système de sécurité sociale. Dans de nombreux cas, elles ont encouragé la demande de sécurité sociale garantie par l'Etat (Palier 2005). C'est le cas au Ghana où elles ont été intégrées ultérieurement au Fonds national d'assurance-maladie (*National Health Insurance Fund*).

Il existe des exemples de délégation de fonctions administratives dans différents contextes et pour différents types de prestations. Ainsi, en Belgique, l'assurance-maladie obligatoire passe par des mutuelles (Gerken and Merkur 2020). En France, la Caisse nationale de l'assurance-maladie délègue des fonctions administratives aux mutuelles pour des catégories de travailleurs et des secteurs d'activité spécifiques (Sauvignet 2004). Au Sénégal, le nouveau régime de sécurité sociale pour les travailleurs indépendants est mis en œuvre par des mutuelles (ILO 2021i). En Espagne et au Chili, l'administration des prestations de sécurité sociale en cas d'accident du travail et de maladie professionnelle est déléguée aux mutuelles d'employeurs (Oyanedel et al. 2014; García-Gallego, Arias-Castillo, and Mures-Quintana 2013). Comme nous l'avons mentionné plus haut, cette délégation est surtout le fruit d'une construction historique et son efficacité est parfois remise en question, ce qui encourage à réfléchir à la pertinence d'établir de tels modèles dans les pays où il n'existe pas de construction historique similaire (Mathauer et al. 2017).

Maximiser la contribution des unités de l'ESS à l'extension de la protection sociale

Pour maximiser les contributions des unités de l'ESS à l'extension de la protection sociale, il particulièrement important de:

- S'assurer que la protection sociale universelle constitue une priorité et que des mesures urgentes sont adoptées en vue de renforcer les systèmes nationaux de protection sociale et d'étendre la couverture aux groupes non couverts.
- Encourager un dialogue social efficace sur l'extension de la protection sociale à tous.
- Veiller à ce que des lois et des politiques réglementant et promouvant l'ESS soient en place au niveau national.
- Si nécessaire, supprimer les obstacles juridiques et administratifs à la couverture des employeurs, des travailleurs et de leurs familles dans les unités de l'ESS par les systèmes nationaux de protection sociale.
- Améliorer les capacités de gestion interne et de gouvernance des unités de l'ESS, de sorte que celles-ci puissent contribuer efficacement à la

transition de l'économie informelle vers l'économie formelle de leurs membres, y compris par des actions de plaidoyer et d'enregistrement à la sécurité sociale, et renforcer leurs liens avec les organisations de travailleurs et d'employeurs.

- ▶ Renforcer la participation des unités de l'ESS à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques, y compris dans les politiques sectorielles pertinentes, notamment dans les domaines de la santé, des soins et du logement, en établissant des processus consultatifs incluant les unités de l'ESS et leurs organisations faïtières, tant au niveau national qu'au niveau local.
- ▶ Veiller à ce que le rôle de sensibilisation des unités de l'ESS soit reconnu par les institutions de sécurité sociale et qu'elles disposent des informations nécessaires sur les régimes et prestations de protection sociale pour donner à leurs membres les moyens de s'inscrire et de réclamer leurs droits (Sesan 2021).
- ▶ Lorsque cela est adapté au contexte national, renforcer les capacités juridiques et les compétences internes des institutions chargées de la protection sociale afin qu'elles puissent passer des contrats avec des unités de l'ESS dans le cadre de la délégation de fonctions administratives ou en tant que prestataires de services dans les domaines de la santé et de l'aide sociale, par exemple. Cela peut nécessiter de repenser les processus d'appel d'offres, en les orientant vers des marchés publics socialement responsables. De tels processus permettraient de tenir compte des objectifs de politique sociale et de main-d'œuvre des unités de l'ESS, qui à leur tour ont une incidence sur les conditions de travail et la qualité du service (European Commission 2021).

Bibliographie

- Union africaine. A paraître. The Social and Solidarity Economy (SSE) in the African Union. Ten-Year SSE Strategy and Implementation Plan (2023-2033).
- Bertranou, Fabio M. 2007. *Informal Economy, Independent Workers and Social Security Coverage in Argentina, Chile and Uruguay*. Bureau international du Travail, Santiago, Chili.
- Broek, Simon, Bert Jan Buiscool, Alexandra Vennekens, et Rob van der Horst. 2012. *Study on the Current Situation and Prospects of Mutuels in Europe*. Rapport final de la Commission européenne. Projet numéro BA03954.
- CEPES, CE. 2019. Contribución de la economía social a los Objetivos de Desarrollo Sostenible. 4º INFORME sobre la experiencia de las empresas españolas.
- Coopaname. 2022. *Coopaname - Comment ça marche?* Coopaname. 2022.
- Dias, Sonia Maria, et Ana Carolina Ogando. 2019. Waste Cooperatives in Brazil: Exploring Links between Cooperative Ideals and Raising Gender Awareness'. In *Cooperatives and the World of Work*, 131-47. Routledge.
- Djibouti. 2018. Stratégie Nationale de Protection Sociale 2018-2022. Ministère du Travail Chargé de la Réforme de l'administration.
- Door, Jean-Pierre. 2015. *Rapport d'information en conclusion des travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale sur la gestion du régime de l'assurance maladie obligatoire par certaines mutuelles: Quel avenir pour les mutuelles délégataires du régime général de l'assurance maladie?* Assemblée nationale.
- Durán Valverde, Fabio, Jorge Flores Aguilar, José Francisco Ortiz Vindas, Daniel Muñoz Corea, Ana Carolina de Lima Vieira, et Lou Tessier. 2013. *Innovations en matière d'extension de la couverture de sécurité sociale aux travailleurs indépendants: Les expériences du Brésil, du Cap-Vert, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, des Philippines, de la France et de l'Uruguay*, Document ESS n°42.
- Commission européenne. 2021. *Construire une économie au service des personnes: plan d'action pour économie sociale*. Bruxelles: Commission européenne.
- FAO. 2021. *Producer Organizations have a key role to play in improving social protection coverage in Africa*. *FAO Knowledge Exchange on Extending Social Protection to Rural Households* (blog). 2021.
- Fonteneau, Bénédicte et Ignace Pollet. 2019. *La contribution de l'économie sociale et solidaire et de la finance solidaire à l'avenir du travail*. Bureau international du Travail, Genève. Consulté en ligne le 30 août 2020.
- Galian, Carlos, Margherita Licata et Maya SternPlaza. 2021. *La protection sociale dans le secteur de la culture et de la création - Pratiques et innovations observées dans différents pays*. Document de travail du BIT 28. BIT.
- García-Gallego, Ana, Estela Arias-Castillo, et Ma Jesús Mures-Quintana. 2013. *Caracterización de las mutualidades de previsión social en España. Comparación estadística con las mutuas*. CIRIEC-

Mobiliser les unités de l'économie sociale et solidaire pour une protection sociale universelle

- España, Revista de Economía Pública, Social y Cooperativa*, no. 79: 59-86.
- Gerken, Sophie et Sherry Merkur. 2020. [Belgium: health system review](#). *Health Systems in Transition* 22 (5).
- ACI Habitation et Fédération européenne du logement public, coopératif et social. 2012. [Profils d'un mouvement: Les coopératives d'habitation dans le monde](#).
- BIT. 2016. [Providing Care through Cooperatives 1: Survey and Interview Findings](#). Genève: BIT.
- . 2017. [Providing Care through Cooperatives 2: Literature Review and Case Studies](#). Genève: BIT.
- . 2020. [Social protection systems for all to prevent homelessness and facilitate access to adequate housing](#). Social Protection Spotlight. Genève: Bureau international du Travail.
- . 2021 a. [Construire des systèmes de protection sociale: Normes internationales et instruments relatifs aux droits humains](#) Genève: Organisation internationale du Travail.
- . 2021 b. [Les coopératives et l'économie sociale et solidaire au sens large comme vecteurs du travail décent dans le secteur culturel et créatif](#). Les coopératives et le monde du travail No. 13. Genève: BIT.
- . 2021c. [Extending social health protection: Accelerating progress towards Universal Health Coverage in Asia and the Pacific](#). Rapport régional. Bangkok et Genève: BIT.
- . 2021d. [Étendre la protection sociale au secteur de la culture et de la création](#). Focus sur la protection sociale.
- . 2021e. [Extending social security coverage to workers in the informal economy: Lessons from international experience \(Good practice guide\)](#).
- . 2021f. [Platform labour in search of value: A study of workers' organizing practices and business models in the digital economy](#).
- . 2021g. [Résolution concernant la deuxième discussion récurrente sur la protection sociale \(sécurité sociale\)](#), 109^e session de la Conférence internationale du Travail.
- . 2021 h. [Rapport mondial sur la protection sociale 2020–2022. La protection sociale à la croisée des chemins – bâtir un avenir meilleur](#). Genève.
- . 2021 i. [Revue globale et analyse du système national de protection sociale: Revue générale du système de protection sociale au Sénégal et appui à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Protection Sociale](#). Dakar.
- . 2022. [Le travail décent et l'économie sociale et solidaire](#). Rapport VI présenté à la 110^e session de la Conférence internationale du Travail Genève: BIT.
- . A paraître. [Social and Solidarity Economy: A Catalyst for Social Innovation in Africa?](#) Genève: BIT.
- ILO et WIEGO. 2018. [Cooperatives meeting informal economy workers' child care needs: A Joint ILO and WIEGO Initiative](#). ILO et WIEGO.
- ILO et WIEGO. 2017. [Cooperation among workers in the informal economy: Focus on home-based workers and waste pickers](#). Genève et Manchester: ILO et WIEGO.
- Mathauer, Inke, Benoît Mathivet, Joseph Kutzin et Organisation mondiale de la santé. 2017. [L'assurance maladie à base communautaire: comment peut-elle contribuer au progrès vers la couverture universelle en santé?](#) In *L'assurance maladie à base communautaire: Comment peut-elle contribuer aux progrès vers la couverture universelle en santé?*
- OIT et FAO. 2021. [Étendre la protection sociale aux populations rurales: perspectives pour une approche commune entre la FAO et l'OIT](#). Genève et Rome: Organisation internationale du Travail et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
- Oyanedel, Juan Carlos, Héctor Sánchez, Manuel Inostroza, Camila Mella, et Salvador Vargas. 2014. [Conocimiento y Evaluación Acerca de las Mutuales de Seguridad en Chile](#). *Ciencia & Trabajo* 16 (51): 146-51.
- Palier, Bruno. 2005. [Gouverner la sécurité sociale. Les réformes du système français de protection sociale depuis 1945](#). Presses universitaires de France.
- Sauvignet, E. 2004. [Le financement du système de santé en France: Rôle et organisation de l'assurance maladie obligatoire](#) (Discussion Paper, Number 1 - 2005, en ligne) *Organisation Mondiale de La Santé (Cit. 30. 5. 2016)*.
- Sesan, Temilade. 2021. [Rendre possible la protection sociale dans l'économie informelle: les enseignements de trois régimes dirigés par des travailleuse•eur•s au Nigéria, en Ouganda et au Togo](#).
- Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. 2020. [Women's economic empowerment and the care economy in the ECE region: The impact of economic and social policies during the COVID-19 response and recovery](#). UNECE Policy brief on Gender n° 1.
- Assemblée générale des Nations Unies 2019. [Rôle des coopératives dans le développement social: Rapport du Secrétaire général, A/74/206](#).

Uruguay. n.d. 'Servicios de Salud'. Banco de Prevision Social de Uruguay. Consulté le 17 mars 2022.

Walljasper, Jay. 2016. [An Overlooked Element of the Good Life in Italy \(and Everywhere\)](#). *On the Commons Magazine* (blog). 14 août 2016.

WSM. 2016. [Amussol: Informal Workers Have Access to Social Security in the Dominican Republic!](#)
Schaerbeek: Wereldsolidariteit – Solidarité Mondiale.

La présente note de synthèse a été rédigée par (par ordre alphabétique): Christina Behrendt, Simel Esim, Guy Tchami, Lou Tessier et Valentina Verze.

Les notes de synthèse de la série « Focus sur la protection sociale » sont publiées sous la direction de Shahra Razavi, Directrice du Département de la protection sociale

Les notes de synthèse de la série « Focus sur les coopératives » sont publiées sous la direction de Vic Van Vuuren, Directeur du Département des entreprises.

Contact

Organisation internationale du Travail
Route des Morillons 4
CH-1211 Genève 22
Suisse

T: +41 22 799 7239
C: socpro@ilo.org
W :www.ilo.org
www.social-protection.org